

*Les crédits*

lucratif et les coopératives ne recevaient plus d'argent pour construire de nouveaux logements. Chaque fois que le ministre sort d'une réunion du Cabinet, il a moins d'argent pour l'habitation.

Cette année seulement, le financement des logements sociaux a baissé de 15 p. 100. Ce secteur recevra 165 millions de dollars de moins dans les cinq prochaines années. Dans les quatre ou cinq dernières années, le gouvernement a promis au secteur des coopératives de construire 5 000 logements pour les milliers de personnes, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve en passant par l'Ontario, dont le nom figure sur une liste d'attente. Toutes les provinces ont des listes de noms de personnes qui attendent un logement à prix abordable.

Les coopératives d'habitation étaient un moyen de se loger à prix abordable. En 1986, le gouvernement a promis 5 000 logements par année. Nous sommes à la fin de la période et à aucune des cinq années le gouvernement n'a alloué suffisamment de fonds pour que les 5 000 logements se construisent. Cette année, il ne pourra en financer que 1 500. L'année dernière, il en a financé 2 000. L'année d'avant il en a peut-être financé 2 500. Où sont les 5 000 logements coopératifs par année qu'il a promis à ceux qui acceptent la propriété collective? L'engagement du gouvernement est nul. Le programme des coopératives tout entier risque d'être annulé parce que le ministre et la SCHL sont en train de le repenser.

J'ai assisté à la réunion de la Fédération de l'habitation coopérative, à Edmonton, en fin de semaine. La fédération a très peur que le gouvernement ne tue le mouvement coopératif et ne détruise les chances de milliers de Canadiens de se loger à prix abordable.

• (1950)

Monsieur le Président, il est clair aussi que les Canadiens, les sans-abri et les gens qui cherchent à se loger à coût abordable veulent un gouvernement qui réponde à leurs besoins. Comme je l'ai dit, le gouvernement dit de bien belles choses depuis quatre ou cinq ans, mais en fait, il transfère de plus en plus, chaque année, la responsabilité du logement aux provinces et aux municipalités. Le ministre a dit ce soir que le gouvernement ne pouvait pas s'ingérer dans le fonctionnement du marché privé. Il le fait quand même, surtout quand il refuse d'abaisser les taux d'intérêt.

Quand le ministre des Finances et d'autres ministres disent qu'il est essentiel de les maintenir à un niveau élevé pour juguler l'inflation, il reste qu'avec des taux de 14,5 p. 100, les gens risquent de perdre leur maison. Il importe que le gouvernement se rende compte qu'il peut être un partenaire actif en matière de logement. Il devrait réaliser que les provinces, les municipalités, le secteur à but non lucratif, les coopératives et le secteur privé travaillent tous ensemble et qu'ils pourraient produire des logements à coût modique si le gouvernement fédéral voulait les aider.

Le gouvernement fédéral ne peut pas continuer à dire aux Canadiens que ce n'est pas à lui, mais au gouvernement provincial, d'intervenir. Il a la première responsabilité et il l'a toujours eue. La SCHL est l'organisme fédéral qui a construit beaucoup de maisons après la guerre et qui a travaillé avec les provinces et les municipalités pour atteindre les objectifs de notre pays en matière de logement. Et pourtant, depuis 1984, le gouvernement se retire lentement mais sûrement de la vraie association qui doit exister si l'on veut régler les problèmes du logement.

Nous croyons que, si nous donnons aux gens l'accès à des logements à prix abordable, nous n'augmenterons pas le déficit et nous n'aurons pas à accroître les dépenses du gouvernement. En fait, nous les réduirons peut-être. Nous savons que le fait de forcer les gens à vivre dans des logements inhabitables ou dans des logements à prix trop élevé entraînent des problèmes sociaux et familiaux, des problèmes de criminalité et de toxicomanie. Tous ces problèmes coûtent des millions de dollars supplémentaires aux gouvernements fédéral et provinciaux et aux administrations municipales. En donnant un logement convenable à chaque Canadien, on ne règle pas seulement le problème du logement, mais aussi les problèmes sociaux. Nous croyons que les deux vont de pair.

Il y a environ un an et demi, des députés de notre parti ont voyagé d'un bout à l'autre du pays et se sont entretenus avec des représentants des constructeurs de maisons, des coopératives d'habitation, des organismes sans but lucratif, des locataires, des municipalités et des gouvernements provinciaux. Partout le message était essentiellement le même. Tout le monde disait que le gouvernement fédéral devait s'intéresser davantage à ce secteur, faire preuve de leadership, être prêt à mettre en place des programmes et à travailler avec les autres niveaux de gouvernement et les autres secteurs pour que le prix des